



Yves Détraigne

Sénateur de la Marne



AVRIL 2015

En séance publique...

Il reste presque 600 amendements à examiner sur le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dit Macron) après deux semaines de débats intenses en séance publique.

Parmi les amendements adoptés, deux amendements importants du groupe centriste font désormais partie du texte. Le premier, à l'initiative de la sénatrice de l'Orne Nathalie Goulet, vise à lutter contre le gaspillage en rendant obligatoire le don des invendus alimentaires "encore consommables" par les supermarchés "au profit d'une ou plusieurs associations". Le second, déposé par la présidente de la Commission des Affaires Culturelles, Catherine Morin Desailly, a pour objectif d'obliger les moteurs de recherche à ouvrir leur plateforme à des concurrents.

Concernant le volet "mobilité", le Sénat a voté la fin du monopole de SNCF Mobilités pour les TER dès le 1^{er} janvier 2019 et renforcé la protection des services publics de transport vis-à-vis des services de transport par autocar. Dans le volet "commerce", les sénateurs ont simplifié le cadre légal en matière de formalisation de la négociation commerciale afin de faciliter les relations entre fournisseurs et grossistes. S'agissant de la réforme des professions juridiques et judiciaires réglementées, le Sénat a réaffirmé la spécificité de la prestation juridique en adoptant un nouvel article qui crée un code de l'accès au droit et de l'exercice du droit, destiné à rassembler toutes les dispositions relatives à l'aide juridique et aux professions du droit.



Pénurie de médicaments

Face à la recrudescence de certaines maladies, en partie due à une insuffisance du nombre de personnes vaccinées, Françoise Férat, Yves Détraigne et René-Paul Savary ont interrogé la ministre de la Santé sur la pénurie de certains médicaments que connaissent actuellement les pharmacies. En effet, plusieurs vaccins sont actuellement en rupture de stock, en risque de rupture ou en tension d'approvisionnement. Les professionnels de santé se retrouvent donc aujourd'hui dans l'obligation notamment de différer la vaccination de nombreux enfants.



Maintenir l'enseignement des langues anciennes au collège

Considérant que la connaissance des langues anciennes participe à une meilleure maîtrise de la langue et de la littérature françaises mais aussi à une plus grande compréhension de l'histoire de notre pays, le sénateur marnais a interpellé la ministre de l'éducation nationale sur l'avenir de l'enseignement des langues anciennes dans le cadre de la prochaine réforme du collège. Les mesures annoncées risquent d'entraîner une extinction de ces apprentissages alors même que les racines du français sont principalement hellénistes et latines et qu'il convient de défendre la francophonie face à la prédominance croissante de l'anglais.



Date de collecte des données de recensement

En réponse au sénateur, le ministre de l'Intérieur vient d'indiquer que la période de janvier-février choisie permettrait de trouver davantage d'habitants à leur domicile. Un report de plusieurs semaines ne laisserait pas le délai suffisant pour traiter les résultats de l'année et les utiliser pour déterminer les chiffres de population légale publiés en fin d'année, et prenant effet au 1^{er} janvier suivant.

Yves Détraigne a été nommé rapporteur pour la commission des lois de la proposition de loi relative au **parrainage civil** présentée par le sénateur Yves Daudigny. Juridiquement, ce parrainage n'a pas de fondement législatif ni réglementaire et l'officier d'État civil n'est pas tenu d'apporter son concours à sa célébration. Il s'agit d'une coutume laissée à la discrétion des familles et des élus.

Scolarisation des enfants autistes

Yves Détraigne a demandé à la ministre des Affaires sociales d'améliorer la prise en charge de l'autisme dans notre pays. En effet, malgré la mise en place, en 2013, du 3^{ème} Plan Autisme créant notamment 700 places supplémentaires en maternelle d'ici à 2017, la France reste très en retard dans la prise en charge de ce handicap par rapport à ses voisins européens et se l'est vu reprocher en février 2014 par le Conseil de l'Europe. À cette date, seuls 20 % des enfants autistes bénéficiaient d'une scolarisation en milieu ordinaire, dont 87 % en école élémentaire, 11 % au collège et 1,2 % au lycée.



Concernant la surveillance de la **qualité de l'air dans les écoles**, la ministre de l'écologie vient de répondre au sénateur que l'obligation de réaliser des mesures systématiques de qualité de l'air avait été supprimée pour les établissements et collectivités qui mettraient en place des dispositions particulières de prévention de la qualité de l'air définies dans un guide pratique portant notamment sur le choix des produits d'entretien et du mobilier, sur la conception et l'entretien des systèmes de filtration, sur la sensibilisation des occupants à la qualité de l'air intérieur...



Soutenant une application des lois Grenelle conciliant la préservation de la nature et le développement des activités humaines, les sénateurs Détraigne et Férat ont relayé à la ministre de l'écologie les craintes de la Chambre régionale d'agriculture de voir la mise en place pratique des **schémas régionaux de cohérence écologique**, volet régional de la "trame verte et bleue" imposer aux agriculteurs de nouvelles règles contraignantes, telles l'instauration de servitudes ou encore la sanctuarisation d'espaces jusque-là cultivés...



© E. Poissy

Colloque Ecomobilier
"Les meubles ont un nouvel avenir... en régions"



© J. Rodrigues



Harcèlement dans les transports
Considérant que le harcèlement dans les transports va à l'encontre du droit des femmes à la sécurité et limite leurs déplacements dans l'espace public, Yves Détraigne a demandé à la secrétaire d'État chargée des droits des femmes de quelle manière elle entendait se saisir des recommandations formulées dans un récent rapport du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEFH) sur ce phénomène souvent mal connu, largement minimisé voire normalisé. Outre un appel à une prise de conscience générale de la part des victimes, mais aussi des harceleurs, et des témoins encouragés à ne pas tolérer de tels comportements, le HCEFH interpelle les pouvoirs publics afin qu'ils prennent le relais, notamment par une campagne nationale d'information.

Hommage rendu en présence du Ministre de la Défense au monument aux morts de Reims



© L'Union

Le sénateur a demandé à la ministre de la Fonction publique que l'activité de "chambres d'hôtes" soit ajouté à la liste des activités dites accessoires déjà autorisées aux agents de la fonction publique par deux textes règlementaires. En dehors des heures de service, les agents peuvent d'ores et déjà exercer un autre emploi sous certaines conditions visant à préserver le fonctionnement normal du service public (aide à domicile à un ascendant, enseignements...)



Assises de l'École et de ses partenaires pour les valeurs de la République



Baptême de la cloche de l'église de Scrupt



© E.R. ChampagneArdenne



Séances publiques, examen du projet de loi "Macron"



Le sénateur Détraigne a participé au baptême de la nouvelle cloche de l'église de Scrupt, après ses travaux de réflexion.

Yves Détraigne a participé à la réunion d'installation de la Conférence Territoriale de l'Action Publique, en présence de Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation.

Le sénateur a participé au 20^{ème} Rassemblement des sapeurs pompiers de la communauté de communes Champagne-Vesle, à Faverolles-et-Coemy.



A venir dans l'hémicycle...

Suite du projet de loi pour la croissance,

l'activité et l'égalité des chances économiques, projet de loi relatif à la réforme de l'asile, proposition de loi visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales...

Yves Détraigne était présent au déjeuner organisé par la Chambre des métiers et de l'artisanat de la Marne sur le thème du financement des très petites entreprises.

Le sénateur a assisté à l'inauguration du monument à la mémoire du Corps expéditionnaire Russe morts en France lors de la 1^{ère} Guerre mondiale à Courcy.

Il a assisté au Congrès national annuel du Souvenir Français où s'est rendu le ministre de la Défense.

Sur le terrain...